



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 4\$40

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 3 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	•	80\$
A 2.ª série	120\$	•	70\$
A 3.ª série	120\$	•	70\$

Para o estrangeiro e colónias acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37.701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério das Finanças:

Decreto-Lei n.º 38:303 — Isenta de direitos de importação 300 toneladas de carne de gado bovino, congelada, de origem argentina, destinadas à Junta Nacional dos Produtos Pecuários.

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 38:304 — Aprova, para ser ratificada, a Convenção de Berna para protecção das obras literárias e artísticas.

Ministério do Ultramar:

Decreto n.º 38:305 — Mandá entrar imediatamente em vigor em todas as províncias ultramarinas e publicar nos respectivos *Boletins Officiais* a Lei n.º 2:048 (revisão constitucional) — Inserir disposições destinadas a regular transitivamente a execução dos novos preceitos constitucionais no ultramar.

retará a liquidação dos direitos de importação para toda a remessa.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 16 de Junho de 1951. — **ANTÓNIO DE OLIVEIRA SALAZAR** — *João Pinto da Costa Leite — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira — Artur Aguedo de Oliveira — Adolfo do Amaral Abranches Pinto — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich — Manuel Maria Sarmiento Rodrigues — Fernando Andrade Pires de Lima — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — José Soares da Fonseca.*

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Políticos
e da Administração Interna

Decreto-Lei n.º 38:304

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, nos termos do § 2.º do seu artigo 80.º, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ser ratificada, a Convenção de Berna para protecção das obras literárias e artísticas, assinada a 9 de Setembro de 1886, completada em Paris a 4 de Maio de 1896, revista em Berlim a 13 de Novembro de 1908, completada em Berna a 20 de Março de 1914 e revista em Roma a 2 de Junho de 1928, segundo o texto que resultou da revisão feita na Conferência de Bruxelas de 26 de Junho de 1948 e que é o seguinte:

Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques signée le 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914, révisée à Rome le 2 juin 1928 et révisée à Bruxelles le 26 juin 1948.

L'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Liban, le Liechtenstein, le Luxembourg, le Maroc, Monaco, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Suède, la Suisse, la Syrie, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, l'Union Sud-Africaine, la Cité du Vatican et la Yougoslavie,

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS

Direcção-Geral das Alfândegas

Decreto-Lei n.º 38:303

Considerando que a carne de gado bovino congelada, que na quantidade de 300 toneladas foi adquirida na Argentina pela Junta Nacional dos Produtos Pecuários, não comporta os direitos de importação sem que seja onerado o preço pelo qual actualmente é vendida ao público;

Considerando que o benefício de isenção deve deferir-se, sem repercussão possível ao consumidor;

Atendendo ao que foi exposto pelo Ministério da Economia;

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, nos termos do § 2.º do seu artigo 80.º, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º Ficam isentas de direitos de importação 300 toneladas de carne de gado bovino, congelada, de origem argentina, destinadas à Junta Nacional dos Produtos Pecuários.

§ único. A isenção de direitos concedida por este decreto reporta-se à data da importação da primeira partida, chegada pelo vapor *Highland Chieftain*, sob a contramarca fiscal n.º 1:069/51.

Art. 2.º A alteração do preço estabelecido para a venda ao público consumidor em relação à carne que beneficiar da isenção concedida no artigo anterior acar-

Egalement animés du désir de protéger d'une manière aussi efficace et aussi uniforme que possible les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques,

Ont résolu de reviser et de compléter l'acte signé à Berne le 9 de septembre 1886, complété à Paris le 4 mai 1896, révisé à Berlin le 13 novembre 1908, complété à Berne le 20 mars 1914 et révisé à Rome le 2 juin 1928.

En conséquence, les Plénipotentiaires soussignés, après présentation de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}

Les Pays auxquels s'applique la présente Convention sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

ARTICLE 2

(1) Les termes «œuvres littéraires et artistiques» comprennent toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression, telles que: les livres, brochures et autres écrits; les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales; les œuvres chorégraphiques et les pantomimes, dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement; les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres cinématographiques et celles obtenues par un procédé analogue à la cinématographie; les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie; les œuvres photographiques et celles obtenues par un procédé analogue à la photographie; les œuvres des arts appliqués; les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

(2) Sont protégés comme des œuvres originales, sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres transformations d'une œuvre littéraire ou artistique. Il est toutefois réservé aux législations des Pays de l'Union de déterminer la protection à accorder aux traductions des textes officiels d'ordre législatif, administratif et judiciaire.

(3) Les recueils d'œuvres littéraires ou artistiques tels que les encyclopédies et anthologies qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles sont protégés comme telles, sans préjudice des droits des auteurs sur chacune des œuvres qui font partie de ces recueils.

(4) Les œuvres mentionnées ci-dessus jouissent de la protection dans tous les Pays de l'Union. Cette protection s'exerce au profit de l'auteur et de ses ayants droit.

(5) Il est réservé aux législations des Pays de l'Union de régler le champ d'application des lois concernant les œuvres des arts appliqués et les dessins et modèles industriels, ainsi que les conditions de protection de les œuvres, dessins et modèles. Pour les œuvres protégées uniquement comme dessins et modèles dans le Pays d'origine, il ne peut être réclamé dans les autres Pays de l'Union que la protection accordée aux dessins et modèles dans ces Pays.

ARTICLE 2-bis

(1) Est réservée aux législations des Pays de l'Union la faculté d'exclure partiellement ou totalement de la protection prévue à l'article précédent les discours politiques et les discours prononcés dans les débats judiciaires.

(2) Est réservée également aux législations des Pays de l'Union la faculté de statuer sur les conditions dans lesquelles les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature pourront être reproduits par la presse.

(3) Toutefois, l'auteur seul aura le droit de réunir en recueil ses œuvres mentionnées aux alinéas précédents.

ARTICLE 3 (supprimé)

ARTICLE 4

(1) Les auteurs ressortissant à l'un des Pays de l'Union jouissent dans les Pays autres que le Pays d'origine de l'œuvre, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un Pays de l'Union, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, ainsi que des droits spécialement accordés par la présente Convention.

(2) La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le Pays d'origine de l'œuvre. Par suite, en dehors des stipulations de la présente Convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du Pays où la protection est réclamée.

(3) Est considéré comme Pays d'origine de l'œuvre: pour les œuvres publiées, celui de la première publication, même s'il s'agit d'œuvres publiées simultanément dans plusieurs Pays de l'Union qui admettent la même durée de protection; s'il s'agit d'œuvres publiées simultanément dans plusieurs Pays de l'Union admettant des durées de protection différentes, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la moins longue; pour les œuvres publiées simultanément dans un Pays étranger à l'Union et dans un Pays de l'Union, c'est ce dernier Pays qui est exclusivement considéré comme Pays d'origine. Est considérée comme publiée simultanément dans plusieurs Pays toute œuvre qui a paru dans deux ou plusieurs Pays dans les trente jours de sa première publication.

(4) Par «œuvres publiées» il faut, dans le sens des articles 4, 5 et 6, entendre les œuvres éditées, quel que soit le mode de fabrication des exemplaires, lesquels doivent être mis en quantité suffisante à la disposition du public. Ne constituent pas une publication la représentation d'une œuvre dramatique, dramatico-musicale ou cinématographique, l'exécution d'une œuvre musicale, la récitation publique d'une œuvre littéraire, la transmission ou la radiodiffusion des œuvres littéraires ou artistiques, l'exposition d'une œuvre d'art et la construction d'une œuvre d'architecture.

(5) Est considéré comme Pays d'origine, pour les œuvres non publiées, celui auquel appartient l'auteur. Toutefois, est considéré comme Pays d'origine, pour les œuvres d'architecture ou des arts graphiques et plastiques faisant corps avec un immeuble, le Pays de l'Union où ces œuvres ont été édifiées ou incorporées à une construction.

ARTICLE 5

Les ressortissants de l'un des Pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans un autre Pays de l'Union, ont, dans ce dernier Pays, les mêmes droits que les auteurs nationaux.

ARTICLE 6

(1) Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des Pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans l'un de ces Pays, jouissent, dans ce Pays, des mêmes droits que les auteurs nationaux, et dans les

autres Pays de l'Union, des droits accordés par la présente Convention.

(2) Néanmoins, lorsqu'un Pays étranger à l'Union ne protège pas d'une manière suffisante les œuvres des auteurs qui sont ressortissants de l'un des Pays de l'Union, ce dernier Pays pourra restreindre la protection des œuvres dont les auteurs sont, au moment de la première publication de ces œuvres, ressortissants de l'autre Pays et ne sont pas domiciliés effectivement dans l'un des Pays de l'Union. Si le Pays de la première publication fait usage de cette faculté, les autres Pays de l'Union ne seront pas tenus d'accorder aux œuvres ainsi soumises à un traitement spécial une protection plus large que celle qui leur est accordée dans le Pays de la première publication.

(3) Aucune restriction, établie en vertu de l'alinéa précédent, ne devra porter préjudice aux droits qu'un auteur aura acquis sur une œuvre publiée dans un Pays de l'Union avant la mise à exécution de cette restriction.

(4) Les Pays de l'Union qui, en vertu du présent article, restreindront la protection des droits des auteurs, le notifieront au Gouvernement de la Confédération suisse par une déclaration écrite où seront indiqués les Pays vis-à-vis desquels la protection est restreinte, de même que les restrictions auxquelles les droits des auteurs ressortissant à ces Pays sont soumis. Le Gouvernement de la Confédération suisse communiquera aussitôt le fait à tous les Pays de l'Union.

ARTICLE 6-bis

(1) Indépendamment des droits patrimoniaux d'auteur, et même après la cession desdits droits, l'auteur conserve pendant toute sa vie le droit de revendiquer la paternité de l'œuvre et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de cette œuvre ou à toute autre atteinte à la même œuvre, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation.

(2) Dans la mesure où la législation nationale des Pays de l'Union le permet, les droits reconnus à l'auteur en vertu de l'alinéa 1^{er} ci-dessus sont, après sa mort, maintenus au moins jusqu'à l'extinction des droits patrimoniaux et exercés par les personnes ou institutions auxquelles cette législation donne qualité. Il est réservé aux législations nationales des Pays de l'Union d'établir les conditions d'exercice des droits visés au présent alinéa.

(3) Les moyens de recours pour sauvegarder les droits reconnus dans le présent article sont réglés par la législation du Pays où la protection est réclamée.

ARTICLE 7

(1) La durée de la protection accordée par la présente Convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

(2) Toutefois, dans le cas où un ou plusieurs Pays de l'Union accorderaient une durée supérieure à celle prévue à l'alinéa 1^{er}, la durée sera réglée par la loi du Pays où la protection sera réclamée, mais elle ne pourra excéder la durée fixée dans le Pays d'origine de l'œuvre.

(3) Pour les œuvres cinématographiques, pour les œuvres photographiques ainsi que pour celles obtenues par un procédé analogue à la cinématographie ou à la photographie et pour les œuvres des arts appliqués, la durée de la protection est réglée par la loi du Pays où la protection est réclamée, sans que cette durée puisse excéder la durée fixée dans le Pays d'origine de l'œuvre.

(4) Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, la durée de la protection est fixée à cinquante ans à com-

pter de leur publication. Toutefois, quand le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité, la durée de la protection est celle prévue à l'alinéa 1^{er}. Si l'auteur d'une œuvre anonyme ou pseudonyme révèle son identité pendant la période ci-dessus indiquée, le délai de protection applicable est celui prévu à l'alinéa 1^{er}.

(5) Pour les œuvres posthumes n'entrant pas dans les catégories d'œuvres visées aux alinéas 3 et 4 ci-dessus, la durée de la protection au profit des héritiers et autres ayants droit de l'auteur prend fin cinquante ans après la mort de l'auteur.

(6) Le délai de protection postérieur à la mort de l'auteur et les délais prévus aux alinéas 3, 4 et 5 ci-dessus commencent à courir à compter de la mort ou de la publication, mais la durée de ces délais n'est calculée qu'à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'événement faisant courir les dits délais.

ARTICLE 7-bis

La durée du droit d'auteur appartenant en commun aux collaborateurs d'une œuvre est calculée d'après la date de la mort du dernier survivant des collaborateurs.

ARTICLE 8

Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention jouissent, pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres.

ARTICLE 9

(1) Les romans-feuilletons, les nouvelles et toutes autres œuvres, soit littéraires, soit scientifiques, soit artistiques, quel qu'en soit l'objet, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des Pays de l'Union ne peuvent être reproduits dans les autres Pays sans le consentement des auteurs.

(2) Les articles d'actualité de discussion économique, politique ou religieuse peuvent être reproduits par la presse si la reproduction n'en est pas expressément réservée. Toutefois, la source doit toujours être clairement indiquée; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du Pays où la protection est réclamée.

(3) La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse.

ARTICLE 10

(1) Dans tous les Pays de l'Union sont licites les courtes citations d'articles de journaux et recueils périodiques, même sous forme de revues de presse.

(2) Est réservé l'effet de la législation des Pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux, en ce qui concerne la faculté de faire licitement, dans la mesure justifiée par le but à atteindre, des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique ou pour des chrestomathies.

(3) Les citations et emprunts seront accompagnés de la mention de la source et du nom de l'auteur, si ce nom figure dans la source.

ARTICLE 10-bis

Il est réservé aux législations des Pays de l'Union de régler les conditions dans lesquelles il peut être procédé à l'enregistrement, à la reproduction et à la communication publique de courts fragments d'œuvres littéraires ou artistiques à l'occasion de comptes rendus des évé-

ments d'actualité par le moyen de la photographie, de la cinématographie ou par voie de radiodiffusion.

ARTICLE 11

(1) Les auteurs d'œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales jouissent du droit exclusif d'autoriser:

1° La représentation et l'exécution publiques de leurs œuvres;

2° La transmission publique par tout moyen de la représentation et de l'exécution de leurs œuvres. Est toutefois réservée l'application des dispositions des articles 11-bis et 13.

(2) Les mêmes droits sont accordés aux auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs œuvres.

(3) Pour jouir de la protection du présent article, les auteurs, en publiant leurs œuvres, ne sont pas tenus d'en interdire la représentation ou l'exécution publiques.

ARTICLE 11-bis

(1) Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser:

1° La radiodiffusion de leurs œuvres ou la communication publique de ces œuvres par tout autre moyen servant à diffuser sans fil les signes, les sons ou les images;

2° Toute communication publique, soit par fil, soit sans fil, de l'œuvre radiodiffusée, lorsque cette communication est faite par un autre organisme que celui d'origine;

3° La communication publique, par haut-parleur ou par tout autre instrument analogue transmetteur de signes, de sons ou d'images, de l'œuvre radiodiffusée.

(2) Il appartient aux législations des Pays de l'Union de régler les conditions d'exercice des droits visés par l'alinéa 1^{er} ci-dessus, mais ces conditions n'auront qu'un effet strictement limité au Pays qui les aurait établies. Elles ne pourront en aucun cas porter atteinte au droit moral de l'auteur, ni au droit qui appartient à l'auteur d'obtenir une rémunération équitable fixée, à défaut d'accord amiable, par l'autorité compétente.

(3) Sauf stipulation contraire, une autorisation accordée conformément à l'alinéa 1^{er} du présent article n'implique pas l'autorisation d'enregistrer, au moyen d'instruments portant fixation des sons ou des images, l'œuvre radiodiffusée. Est toutefois réservé aux législations des Pays de l'Union le régime des enregistrements éphémères effectués par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses émissions. Ces législations pourront autoriser la conservation de ces enregistrements dans des archives officielles en raison de leur caractère exceptionnel de documentation.

ARTICLE 11-ter

Les auteurs d'œuvres littéraires jouissent du droit exclusif d'autoriser la récitation publique de leurs œuvres.

ARTICLE 12

Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser les adaptations, arrangements et autres transformations de leurs œuvres.

ARTICLE 13

(1) Les auteurs d'œuvres musicales jouissent du droit exclusif d'autoriser:

1° L'enregistrement de ces œuvres par des instruments servant à les reproduire mécaniquement;

2° L'exécution publique au moyen de ces instruments des œuvres ainsi enregistrées.

(2) Des réserves et conditions relatives à l'application des droits visés par l'alinéa 1^{er} ci-dessus pourront être déterminées par la législation de chaque Pays de l'Union en ce qui le concerne, mais toutes réserves et conditions de cette nature n'auront qu'un effet strictement limité au Pays qui les aurait établies et ne pourront en aucun cas porter atteinte au droit qui appartient à l'auteur d'obtenir une rémunération équitable fixée, à défaut d'accord amiable, par l'autorité compétente.

(3) La disposition de l'alinéa 1^{er} du présent article n'a pas d'effet rétroactif et, par suite, n'est pas applicable dans un Pays de l'Union aux œuvres qui, dans ce pays, auront été adaptées licitement à des instruments mécaniques avant la mise en vigueur de la Convention signée à Berlin le 13 novembre 1908 et, s'il s'agit d'un Pays qui aurait accédé à l'Union depuis cette date ou y accéderait dans l'avenir, avant la date de son accession.

(4) Les enregistrements faits en vertu des alinéas 2 et 3 du présent article et importés, sans autorisation des parties intéressées, dans un Pays où ils ne seraient pas licites, pourront y être saisis.

ARTICLE 14

(1) Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser:

1° L'adaptation et la reproduction cinématographiques de ces œuvres et la mise en circulation des œuvres ainsi adaptées ou reproduites;

2° La représentation publique et l'exécution publique des œuvres ainsi adaptées ou reproduites.

(2) Sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre adaptée ou reproduite, l'œuvre cinématographique est protégée comme une œuvre originale.

(3) L'adaptation sous toute autre forme artistique des réalisations cinématographiques tirées d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques reste soumise, sans préjudice de l'autorisation de leurs auteurs, à l'autorisation de l'auteur de l'œuvre originale.

(4) Les adaptations cinématographiques d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques ne sont pas soumises aux réserves et conditions visées par l'article 13, alinéa 2.

(5) Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la reproduction ou production obtenue par tout autre procédé analogue à la cinématographie.

ARTICLE 14-bis

(1) En ce qui concerne les œuvres d'art originales et les manuscrits originaux des écrivains et compositeurs, l'auteur — ou, après sa mort, les personnes ou institutions auxquelles la législation nationale donne qualité — jouit d'un droit inaliénable à être intéressé aux opérations de vente dont l'œuvre est l'objet après la première cession opérée par l'auteur.

(2) La protection prévue à l'alinéa ci-dessus n'est exigible dans chaque Pays de l'Union que si la législation nationale de l'auteur admet cette protection et dans la mesure où le permet la législation du Pays où cette protection est réclamée.

(3) Les modalités et les taux de la perception sont déterminés par chaque législation nationale.

ARTICLE 15

(1) Pour que les auteurs des œuvres littéraires et artistiques protégés par la présente Convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis en conséquence devant les tribunaux des Pays de l'Union à exercer des poursuites contre les contre-

facteurs, il suffit que le nom soit indiqué sur l'œuvre en la manière usitée. Le présent alinéa est applicable, même si ce nom est un pseudonyme, dès lors que le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité.

(2) Pour les œuvres anonymes et pour les œuvres pseudonymes autres que celles dont il est fait mention à l'alinéa précédent, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'œuvre est, sans autre preuve, réputé représenter l'auteur; en cette qualité, il est fondé à sauvegarder et à faire valoir les droits de celui-ci. La disposition du présent alinéa cesse d'être applicable quand l'auteur a révélé son identité et justifié de sa qualité.

ARTICLE 16

(1) Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des Pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

(2) Dans ces Pays, la saisie peut aussi s'appliquer aux reproductions provenant d'un Pays où l'œuvre n'est pas protégée ou a cessé de l'être.

(3) La saisie a lieu conformément à la législation de chaque Pays.

ARTICLE 17

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des Pays de l'Union de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

ARTICLE 18

(1) La présente Convention s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur Pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.

(2) Cependant, si une œuvre, par l'expiration de la durée de protection qui lui était antérieurement reconnue, est tombée dans le domaine public du Pays où la protection est réclamée, cette œuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

(3) L'application de ce principe aura lieu conformément aux stipulations contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet entre Pays de l'Union. A défaut de semblables stipulations, les Pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à cette application.

(4) Les dispositions qui précèdent s'appliquent également en cas de nouvelles accessions à l'Union et dans le cas où la protection serait étendue par application de l'article 7 ou par abandon de réserves.

ARTICLE 19

Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient édictées par la législation d'un Pays de l'Union.

ARTICLE 20

Les Gouvernements des Pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conféreront aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par la Convention, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

ARTICLE 21

(1) Est maintenu l'office international institué sous le nom de «Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques».

(2) Ce Bureau est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

(3) La langue officielle du Bureau est la langue française.

ARTICLE 22

(1) Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonne et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les Gouvernements des Pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

(2) Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

(3) Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les membres de l'Union.

ARTICLE 23

(1) Les dépenses du Bureau de l'Union internationale sont supportées en commun par les Pays de l'Union. Jusqu'à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de cent vingt mille francs-or par année⁽¹⁾. Cette somme pourra être augmentée au besoin par décision unanime des Pays de l'Union ou d'une des Conférences prévues à l'article 24.

(2) Pour déterminer la part contributive de chacun des Pays dans cette somme totale des frais, les Pays de l'Union et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

	unités
1 ^{re} classe	25
2 ^{me} classe	20
3 ^{me} classe	15
4 ^{me} classe	10
5 ^{me} classe	5
6 ^{me} classe	3

(3) Ces coefficients sont multipliés par le nombre des Pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

(4) Chaque Pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé, mais il pourra toujours déclarer ultérieurement qu'il entend être rangé dans une autre classe.

(5) L'Administration suisse prépare le budget du Bureau et en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

⁽¹⁾ Cette unité monétaire est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/81^e de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 24

(1) La présente Convention peut être soumise à des revisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

(2) Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, sont traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les Pays de l'Union entre les Délégués des dits Pays. L'Administration du Pays où doit siéger une Conférence prépare, avec le concours du Bureau international, les travaux de celle-ci. Le Directeur du Bureau assiste aux séances des Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

(3) Aucun changement à la présente Convention n'est valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des Pays qui la composent.

ARTICLE 25

(1) Les pays étrangers à l'Union, et qui assurent la protection légale des droits faisant l'objet de la présente Convention, peuvent y accéder sur leur demande.

(2) Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

(3) Elle emportera de plein droit adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres Pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par le Pays adhérent. Toutefois, elle pourra contenir l'indication que le Pays adhérent entend substituer, provisoirement au moins, à l'article 8, en ce qui concerne les traductions, les dispositions de l'article 5 de la Convention d'Union de 1886 révisée à Paris en 1896, étant bien entendu que ces dispositions ne visent que la traduction dans la ou les langues du Pays.

ARTICLE 26

(1) Chacun des Pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention est applicable à ses territoires d'outre-mer, colonies, protectorats, territoires sous tutelle, ou à tout autre territoire dont il assure les relations extérieures, et la Convention s'appliquera alors à tous les territoires désignés dans la notification à partir d'une date fixée conformément à l'article 25, alinéa 3. A défaut de cette notification, la Convention ne s'appliquera pas à ces territoires.

(2) Chacun des Pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention cesse d'être applicable à tout ou partie des territoires qui ont fait l'objet de la notification prévue à l'alinéa qui précède, et la Convention cessera de s'appliquer dans les territoires désignés dans cette notification douze mois après réception de la notification adressée au Gouvernement de la Confédération suisse.

(3) Toutes les notifications faites au Gouvernement de la Confédération suisse, conformément aux dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article, seront communiquées par ce Gouvernement à tous les Pays de l'Union.

ARTICLE 27

(1) La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les Pays de l'Union, la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et les Actes qui l'ont successivement révisée. Les Actes précédemment en vigueur conserveront leur application dans les rapports

avec les Pays qui ne ratifieraient pas la présente Convention.

(2) Les Pays au nom desquels la présente Convention est signée pourront encore conserver le bénéfice des réserves qu'ils ont formulées antérieurement, à la condition d'en faire la déclaration lors du dépôt des ratifications.

(3) Les Pays faisant actuellement partie de l'Union, au nom desquels la présente Convention n'aura pas été signée, pourront en tout temps y adhérer dans la forme prévue par l'article 25. Ils pourront bénéficier en ce cas des dispositions de l'alinéa précédent.

ARTICLE 27-bis

Tout différend entre deux ou plusieurs Pays de l'Union concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, qui ne sera pas réglé par voie de négociation, sera porté devant la Cour internationale de Justice pour qu'il soit statué par elle, à moins que les Pays en cause ne conviennent d'un autre mode de règlement. Le Bureau international sera informé par le Pays demandeur du différend porté devant la Cour; il en donnera connaissance aux autres Pays de l'Union.

ARTICLE 28

(1) La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Bruxelles au plus tard le 1^{er} juillet 1951. Ces ratifications, avec leurs dates et toutes les déclarations dont elles pourraient être accompagnées, seront communiquées par le Gouvernement belge au Gouvernement de la Confédération suisse et ce dernier les notifiera aux autres Pays de l'Union.

(2) La présente Convention entrera en vigueur entre les Pays de l'Union qui l'auront ratifiée un mois après le 1^{er} juillet 1951. Toutefois, si, avant cette date, elle était ratifiée par six Pays de l'Union au moins, elle entrerait en vigueur entre ces Pays de l'Union un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifiée par le Gouvernement de la Confédération suisse et, pour les Pays de l'Union qui ratifieraient ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

(3) Les Pays étrangers à l'Union pourront, jusqu'au 1^{er} juillet 1951, accéder à l'Union par voie d'adhésion, soit à la Convention signée à Rome le 2 juin 1928, soit à la présente Convention. A partir du 1^{er} juillet 1951, ils ne pourront plus adhérer qu'à la présente Convention. Les Pays de l'Union qui n'auraient pas ratifié la présente Convention au 1^{er} juillet 1951 pourront y accéder dans la forme prévue par l'article 25. Ils pourront bénéficier en ce cas des dispositions de l'article 27, alinéa 2.

ARTICLE 29

(1) La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Pays de l'Union aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps, au moyen d'une notification adressée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse.

(2) Cette dénonciation, qui sera communiquée par celui-ci à tous les autres Pays de l'Union, ne produira effet qu'à l'égard du Pays qui l'aura faite, et seulement douze mois après réception de la notification de dénonciation adressée au Gouvernement de la Confédération suisse, la Convention restant exécutoire pour les autres Pays de l'Union.

(3) La faculté de dénonciation prévue au présent article ne pourra être exercée par un Pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de la ratification ou de l'accession opérée par ce Pays.

ARTICLE 30

(1) Les Pays qui introduiront dans leur législation la durée de protection de cinquante ans prévue par l'article 7, alinéa 1^{er}, de la présente Convention, le feront connaître au Gouvernement de la Confédération suisse par une notification écrite qui sera communiquée aussitôt par ce Gouvernement à tous les autres Pays de l'Union.

(2) Il en sera de même pour les Pays qui renonceront aux réserves faites ou maintenues par eux en vertu des articles 25 et 27.

ARTICLE 31

Les Actes officiels des Conférences seront établis en français. Un texte équivalent sera rédigé en anglais. En cas de contestation sur l'interprétation des Actes, le texte français sera toujours appelé à faire foi. Tout Pays ou groupe de Pays de l'Union pourra faire établir par le Bureau international, en accord avec ce Bureau, un texte autorisé des dits Actes dans la langue de son choix. Ces textes seront publiés dans les actes des Conférences en annexe aux textes français et anglais.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le 26 juin 1948, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur de Belgique. Une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chaque Pays de l'Union.

Pour l'Australie:

(Ad referendum)

W. J. Dignam.

Pour l'Autriche:

Dr. Kurt Frieberger.

Pour la Belgique:

*J. Kuypers.
Alb. Guislain.
Coppieters de Gibson.
J. Hamels.
Marcel Walckiers.
P. Recht.
J. Schneider.
C. Dewaersegger.*

Pour le Brésil:

Ildefonso Mascarenhas da Silva.

Pour le Canada:

*Victor Dore.
W. P. J. O'Meara.*

Pour le Danemark:

*Bent Falkenstjerne.
Torben Lund.*

Pour l'Espagne:

R. Scriano.

Pour la Finland:

*Ragnar Numelin.
Y. J. Hakulinen.*

Pour la France:

*J. de Hauteclocque.
Marcel Plaisant.*

Cl. Béguin-Billecocq.

Puget.

Marcel Boutet.

M. Weiss.

Pour le Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Harold Saunders.

B. G. Crewe.

Pour la Grèce:

Triantafyllakos.

Michel Mantoudis.

Pour la Hongrie:

Z. Viragh.

Pour l'Inde:

R. S. Mani.

Pour l'Irlande:

Edward A. Cleary.

Pour l'Islande:

Kristjan Albertson.

Pour l'Italie:

Massimo Pilotti.

Antonio Pennetta.

Pour le Liban:

J. Harfouche.

Pour le Liechtenstein:

Plinio Bolla.

Hans Morf.

A. Martionelli.

Pour le Luxembourg:

Pierre Majerus.

De la Fontaine.

Pour le Maroc:

J. de Hauteclocque.

Cl. Béguin-Billecocq.

Pour Monaco:

M. Loze.

Pour la Norvège:

C. F. Smith.

Pour la Nouvelle-Zélande:

Harold Saunders.

Pour le Pakistan:

A. F. M. K. Rahman.

Pour les Pays-Bas:

H. C. Bodenhause.

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

Júlio Dantas.

José Galhardo.

Pour le Saint-Siège:

Louis Picard.
Fernand Van Goethem.
R. Vandeputte.

Pour la Suède:

Sture Petren.

Pour la Suisse:

Plinio Bolla.
Hans Morf.
A. Marcionelli.

Pour la Syrie:

Chatila.

Pour la Tchécoslovaquie:

D. Rakšány.
Karel Petrželka.
J. Procházka.

Pour la Tunisie:

J. de Hauteclouque.
Cl. Beguin-Billecocq.

Pour l'Union Sud-Africaine:

J. Christie.

Pour la Yougoslavie:

Berne Convention for the protection of literary and artistic works signed on the 9th September 1886, completed at Paris on the 4th May 1896, revised at Berlin on the 13th November 1908, completed at Berne on the 20th March 1914, revised at Rome on the 2nd June 1928 and revised at Brussels on the 26th June 1948.

Australia, Austria, Belgium, Brazil, Canada, Czechoslovakia, Denmark, Finland, France, Greece, Hungary, Iceland, India, Ireland, Italy, Lebanon, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Morocco, New Zealand, the Netherlands, Norway, Pakistan, Poland, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Syria, Tunis, the Union of South Africa, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Vatican City and Yugoslavia,

Being equally animated by the desire to protect in as effective and uniform a manner as possible the rights of authors over their literary and artistic works,

Have resolved to revise and to complete the Act signed at Berne on the 9th September 1886, completed at Paris on the 4th May 1896, revised at Berlin on the 13th November 1908, completed at Berne on the 20th March 1914 and revised at Rome on the 2nd June 1928.

Consequently, the undersigned Plenipotentiaries, having presented their full powers, recognised as in good and due form, have agreed as follows:

ARTICLE 1

The countries to which this Convention applies constitute a Union for the protection of the rights of authors over their literary and artistic works.

ARTICLE 2

(1) The term «literary and artistic works» shall include every production in the literary, scientific and artistic domain, whatever may be the mode or form

of its expression, such as books, pamphlets and other writings; lectures, addresses, sermons and other works of the same nature; dramatic or dramatico-musical works; choreographic works and entertainments in dumb show, the acting form of which is fixed in writing or otherwise; musical compositions with or without words; cinematographic works and works produced by a process analogous to cinematography; works of drawing, painting, architecture, sculpture, engraving and lithography; photographic works and works produced by a process analogous to photography; works of applied art; illustrations, geographical charts, plans, sketches and plastic works relative to geography, topography, architecture or science.

(2) Translations, adaptations, arrangements of music and other alterations of a literary or artistic work shall be protected as original works without prejudice to the rights of the author of the original work. It shall, however, be a matter for legislation in the countries of the Union to determine the protection to be granted to translations of official texts of a legislative, administrative and legal nature.

(3) Collections of literary or artistic works such as encyclopaedias and anthologies which by reason of the selection and arrangement of their contents constitute intellectual creations shall be protected as such without prejudice to the rights of the authors in respect of each of the works forming part of such collections.

(4) The works mentioned in this Article shall enjoy protection in all countries of the Union. This protection shall operate for the benefit of the author and his legal representatives and assignees.

(5) It shall be a matter for legislation in the countries of the Union to determine the extent of the application of their laws to works of applied art and industrial designs and models, as well as the conditions under which such works, designs and models shall be protected. Works protected in the country of origin solely as designs and models shall be entitled in other countries of the Union only to such protection as shall be accorded to designs and models in such countries.

ARTICLE 2-bis

(1) It shall be a matter for legislation in the countries of the Union to exclude wholly or in part from the protection afforded by the preceding Article political speeches and speeches delivered in the course of legal proceedings.

(2) It shall also be a matter for legislation in the countries of the Union to determine the conditions under which lectures, addresses, sermons and other works of the same nature may be reproduced by the press.

(3) Nevertheless, the author alone shall have the right of making a collection of his works mentioned in the above paragraphs.

ARTICLE 3 (omitted)

ARTICLE 4

(1) Authors who are nationals of any of the countries of the Union shall enjoy in countries other than the country of origin of the work, for their works, whether unpublished or first published in a country of the Union, the rights which their respective laws do now or may hereafter grant to their nationals, as well as the rights specially granted by this Convention.

(2) The enjoyment and the exercise of these rights shall not be subject to any formality; such enjoyment and such exercise shall be independent of the existence of protection in the country of origin of the work.

Consequently, apart from the provisions of this Convention, the extent of protection, as well as the means of redress afforded to the author to protect his rights, shall be governed exclusively by the laws of the country where protection is claimed.

(3) The country of origin shall be considered to be, in the case of published works, the country of first publication, even in the case of works published simultaneously in several countries of the Union which grant the same term of protection; in the case of works published simultaneously in several countries of the Union which grant different terms of protection, the country of which the legislation grants the shortest term of protection. In the case of works published simultaneously in a country outside the Union and in a country of the Union, the latter country shall be considered exclusively as the country of origin. A work shall be considered as having been published simultaneously in several countries which has been published in two or more countries within thirty days of its first publication.

(4) For the purposes of Articles 4, 5 and 6, «published works» shall be understood to be works copies of which have been issued and made available in sufficient quantities to the public, whatever may be the means of manufacture of the copies. The presentation of a dramatic, dramatico-musical or cinematographic work, the performance of a musical work, the public recitation of a literary work, the transmission or the radio-diffusion of literary or artistic works, the exhibition of a work of art and the construction of a work of architecture shall not constitute publication.

(5) The country of origin shall be considered to be, in the case of unpublished works, the country to which the author belongs. However, in the case of works of architecture, or of graphic and plastic works forming part of a building, the country of the Union where these works have been built or incorporated in a building shall be considered as the country of origin.

ARTICLE 5

Authors who are nationals of one of the countries of the Union, and who first publish their works in another country of the Union, shall have in the latter country the same rights as native authors.

ARTICLE 6

(1) Authors who are not nationals of one of the countries of the Union, and who first publish their works in one of those countries, shall enjoy in that country the same rights as native authors, and in the other countries of the Union the rights granted by this Convention.

(2) Nevertheless, where any country outside the Union fails to protect in an adequate manner the works of authors who are nationals of one of the countries of the Union, the latter country may restrict the protection given to the works of authors who are, at the date of the first publication thereof, nationals of the other country and are not effectively domiciled in one of the countries of the Union. If the country of first publication avails itself of this right, the other countries of the Union shall not be required to grant to works thus subjected to special treatment a wider protection than that granted to them in the country of first publication.

(3) No restrictions introduced by virtue of the preceding paragraph shall affect the rights which an author may have acquired in respect of a work published in a country of the Union before such restrictions were put into force.

(4) The countries of the Union which restrict the grant of copyright in accordance with this Article shall give notice thereof to the Government of the Swiss Confederation by a written declaration specifying the countries in regard to which protection is restricted, and the restrictions to which rights of authors who are nationals of those countries are subjected. The Government of the Swiss Confederation shall immediately communicate this declaration to all the countries of the Union.

ARTICLE 6-bis

(1) Independently of the author's copyright, and even after the transfer of the said copyright, the author shall have the right, during his lifetime, to claim authorship of the work and to object to any distortion, mutilation or other alteration thereof, or any other action in relation to the said work which would be prejudicial to his honour or reputation.

(2) In so far as the legislation of the countries of the Union permits, the rights granted to the author in accordance with the preceding paragraph shall, after his death, be maintained, at least until the expiry of the copyright, and shall be exercisable by the persons or institutions authorised by the said legislation. The determination of the conditions under which the rights mentioned in this paragraph shall be exercised shall be governed by the legislation of the countries of the Union.

(3) The means of redress for safeguarding the rights granted by this Article shall be governed by the legislation of the country where protection is claimed.

ARTICLE 7

(1) The term of protection granted by this Convention shall be the life of the author and fifty years after his death.

(2) However, where one or more countries of the Union grant a term of protection in excess of that provided by paragraph (1), the term shall be governed by the law of the country where protection is claimed, but shall not exceed the term fixed in the country of origin of the work.

(3) In the case of cinematographic and photographic works, as well as works produced by a process analogous to cinematography or photography, and in the case of works of applied art, the term of protection shall be governed by the law of the country where protection is claimed, but shall not exceed the term fixed in the country of origin of the work.

(4) In the case of anonymous and pseudonymous works the term of protection shall be fixed at fifty years from the date of their publication. However, when the pseudonym adopted by the author leaves no doubt as to his identity, the term of protection shall be that provided in paragraph (1). If the author of an anonymous or pseudonymous work discloses his identity during the above-mentioned period, the term of protection applicable shall be that provided in paragraph (1).

(5) In the case of posthumous works which do not fall within the categories of works included in paragraphs (3) and (4) the term of the protection afforded to the heirs and the legal representatives and assignees of the author shall end at the expiry of fifty years after the death of the author.

(6) The term of protection subsequent to the death of the author and the terms provided by paragraphs (3), (4) and (5) shall run from the date of his death or of publication, but such terms shall always be deemed to begin on the 1st January of the year following the event which gives rise to them.

ARTICLE 7-*bis*

In the case of a work of joint authorship the term of protection shall be calculated from the date of the death of the last surviving author.

ARTICLE 8

Authors of literary and artistic works protected by this Convention shall have the exclusive right of making and of authorising the translation of their works throughout the term of protection of their rights in the original works.

ARTICLE 9

(1) Serial novels, short stories and all other works, whether literary, scientific or artistic, whatever their purpose, and which are published in the newspapers or periodicals of one of the countries of the Union shall not be reproduced in the other countries without the consent of the authors.

(2) Articles on current economic, political or religious topics may be reproduced by the press unless the reproduction thereof is expressly reserved; nevertheless, the source must always be clearly indicated. The legal consequences of the breach of this obligation shall be determined by the laws of the country where protection is claimed.

(3) The protection of this Convention shall not apply to news of the day nor to miscellaneous information having the character of mere items of news.

ARTICLE 10

(1) It shall be permissible in all the countries of the Union to make short quotations from newspaper articles and periodicals, as well as to include them in press summaries.

(2) The right to include excerpts from literary or artistic works in educational or scientific publications, or in chrestomathies, in so far as this inclusion is justified by its purpose, shall be a matter for legislation in the countries of the Union, and for special Arrangements existing or to be concluded between them.

(3) Quotations and excerpts shall be accompanied by an acknowledgment of the source and by the name of the author, if his name appears thereon.

ARTICLE 10-*bis*

It shall be a matter for legislation in countries of the Union to determine the conditions under which recording, reproduction, and public communication of short extracts from literary and artistic works may be made for the purpose of reporting current events by means of photography or cinematography or by radio-diffusion.

ARTICLE 11

(1) The authors of dramatic, dramatico-musical or musical works shall enjoy the exclusive right of authorising:

i. The public presentation and public performance of their works;

ii. The public distribution by any means of the presentation and performance of their works. The application of the provisions of Articles 11-*bis* and 13 is, however, reserved.

(2) Authors of dramatic or dramatico-musical works, during the full term of their rights over the original works, shall enjoy the same rights with respect to translations thereof.

(3) In order to enjoy the protection of this Article, authors shall not be bound, when publishing their works, to forbid the public presentation or performance thereof.

ARTICLE 11-*bis*

(1) Authors of literary and artistic works shall have the exclusive right of authorising:

i. The radio-diffusion of their works or the communication thereof to the public by any other means of wireless diffusion of signs, sounds or images;

ii. Any communication to the public, whether over wires or not, of the radio-diffusion of the work, when this communication is made by a body other than the original one;

iii. The communication to the public by loudspeaker or any other similar instrument transmitting, by signs, sounds or images, the radio-diffusion of the work.

(2) It shall be a matter for legislation in the countries of the Union to determine the conditions under which the rights mentioned in the preceding paragraph may be exercised, but these conditions shall apply only in the countries where they have been prescribed. They shall not in any circumstances be prejudicial to the moral right of the author, nor to his right to obtain just remuneration which, in the absence of agreement, shall be fixed by competent authority.

(3) Except where otherwise provided, permission granted in accordance with paragraph (1) of this Article shall not imply permission to record the radio-diffused work by means of instruments recording sounds or images. It shall, however, be a matter for legislation in the countries of the Union to determine the regulations for ephemeral recordings made by a broadcasting body by means of its own facilities and used for its own emissions. The preservation of these recordings in official archives may, on the ground of their exceptional documentary character, be authorised by such legislation.

ARTICLE 11-*ter*

Authors of literary works shall enjoy the exclusive right of authorising the public recitation of their works.

ARTICLE 12

Authors of literary, scientific or artistic works shall enjoy the exclusive right of authorising adaptations, arrangements and other alterations of their works.

ARTICLE 13

(1) Authors of musical works shall have the exclusive right of authorising:

i. The recording of such works by instruments capable of reproducing them mechanically;

ii. The public performance by means of such instruments of works thus recorded.

(2) Reservations and conditions relating to the application of the rights mentioned in the preceding paragraph may be determined by legislation in each country of the Union, in so far as it may be concerned; but all such reservations and conditions shall apply only in the countries which have prescribed them and shall not, in any circumstances, be prejudicial to the author's right to obtain just remuneration which, in the absence of agreement, shall be fixed by competent authority.

(3) The provisions of paragraph (1) of this Article shall not be retroactive and consequently shall not be applicable in a country of the Union to works which, in that country, may have been lawfully adapted to mechanical instruments before the coming into force of the Convention signed at Berlin on the 13th November 1908, and, in the case of a country having acceded to the Convention since that date or acceding to it in the future, before the date of its accession.

(4) Recordings made in accordance with paragraphs (2) and (3) of this Article and imported without

permission from the parties concerned into a country where they are not lawfully allowed shall be liable to seizure.

ARTICLE 14

1) Authors of literary, scientific or artistic works shall have the exclusive right of authorising:

i. The cinematographic adaptation and reproduction of these works, and the distribution of the works thus adapted or reproduced;

ii. The public presentation and performance of the works thus adapted or reproduced.

(2) Without prejudice to the rights of the author of the work adapted or reproduced, a cinematographic work shall be protected as an original work.

(3) The adaptation under any other artistic form of cinematographic productions derived from literary, scientific or artistic works shall, without prejudice to the authorisation of their authors, remain subject to the authorisation of the author of the original work.

(4) Cinematographic adaptations of literary, scientific or artistic works shall not be subject to the reservations and conditions contained in Article 13, paragraph (2).

(5) The provisions of this Article shall apply to reproduction or production effected by any other process analogous to cinematography.

ARTICLE 14-bis

(1) The author, or after his death the persons or institutions authorised by national legislation, shall, in respect of original works of art and original manuscripts of writers and composers, enjoy the inalienable right to an interest in any sale of the work subsequent to the first disposal of the work by the author.

(2) The protection provided by the preceding paragraph may be claimed in a country of the Union only if legislation in the country to which the author belongs so permits, and to the degree permitted by the country where this protection is claimed.

(3) The procedure for collection and the amounts shall be matters for determination by national legislation.

ARTICLE 15

(1) In order that the author of a literary or artistic work protected by this Convention shall, in the absence of proof to the contrary, be regarded as such, and consequently be entitled to institute infringement proceedings in countries of the Union, it shall be sufficient for his name to appear on the work in the usual manner. This paragraph shall be applicable even if this name is a pseudonym, where the pseudonym adopted by the author leaves no doubt as to his identity.

(2) In the case of anonymous and pseudonymous works, other than those referred to in the preceding paragraph, the publisher whose name appears on the work shall, in the absence of proof to the contrary, be regarded as representing the author, and in this capacity he shall be entitled to protect and enforce the author's rights. The provisions of this paragraph shall cease to apply if the author reveals his identity and establishes his claim to authorship of the work.

ARTICLE 16

(1) Works infringing copyright may be seized by the competent authorities of any country of the Union where the original work enjoys legal protection.

(2) In these countries the seizure may also apply to reproductions imported from a country where the work is not protected, or has ceased to be protected.

(3) The seizure shall take place in accordance with the legislation of each country.

ARTICLE 17

The provisions of this Convention cannot in any way affect the right of the Government of each country of the Union to permit, to control, or to prohibit by legislation or regulation, the circulation, presentation, or exhibition of any work or production in regard to which the competent authority may find it necessary to exercise that right.

ARTICLE 18

(1) This Convention shall apply to all works which at the moment of its coming into force have not yet fallen into the public domain in the country of origin through the expiry of the term of protection.

(2) If, however, through the expiry of the term of protection which was previously granted, a work has fallen into the public domain of the country where protection is claimed, that work shall not be protected anew.

(3) The application of this principle shall be in accordance with the provisions contained in special Conventions to that effect existing or to be concluded between countries of the Union. In the absence of such provisions, the respective countries shall determine, each in so far as it is concerned, the manner in which the said principle is to be applied.

(4) The above provisions shall apply equally in the case of new accessions to the Union, and in the event of protection being extended by the application of Article 7 or by abandonment of reservations.

ARTICLE 19

The provisions of this Convention shall not preclude the making of a claim to the benefit of any wider provisions which may be afforded by legislation in a country of the Union.

ARTICLE 20

The Governments of the countries of the Union reserve to themselves the right to enter into special Arrangements between each other, in so far as such Arrangements shall confer upon authors more extended rights than those granted by the Convention, or embody other provisions not contrary to this Convention. The provisions of existing Arrangements which satisfy these conditions shall remain applicable.

ARTICLE 21

(1) The International Office established under the name of the «Office of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works» shall be maintained.

(2) That Office shall be placed under the high authority of the Government of the Swiss Confederation, which shall regulate its organisation and supervise its working.

(3) The official language of the Office shall be the French language.

ARTICLE 22

(1) The International Office shall collect information of every kind relating to the protection of the rights of authors over their literary and artistic works. It shall co-ordinate and publish such information. It shall undertake the study of questions of general interest to the Union and, by the aid of documents placed at its disposal by the different Administrations, it shall edit a periodical publication in the French language on questions which concern the purpose of the Union. The Governments of the countries of the Union reserve to themselves the power to authorise by agreement the publication by the Office of an edition in one or more other languages if, by experience, this should be shown to be necessary.

(2) The International Office shall always place itself at the disposal of members of the Union in order to provide them with any special information which they may require relating to the protection of literary and artistic works.

(3) The Director of the International Office shall make an annual report on his administration, which shall be communicated to all the members of the Union.

ARTICLE 23

(1) The expenses of the Office of the International Union shall be shared by the countries of the Union. Until a fresh arrangement is made, they shall not exceed the amount of one hundred and twenty thousand gold francs a year ⁽¹⁾. This amount may be increased, if necessary, by unanimous decision of the countries of the Union or of one of the Conferences provided for in Article 24.

(2) The share of the total expense to be paid by each country shall be determined by the division of the countries to the Union and those subsequently acceding to the Union into six classes, each of which shall contribute in the proportion of a certain number of units, viz.:

	units
1st class	25
2nd class	20
3rd class	15
4th class	10
5th class	5
6th class	3

(3) These coefficients shall be multiplied by the number of countries of each class, and the total product thus obtained will give the number of units by which the total expense is to be divided. The quotient will give the amount of the unit of expense.

(4) Each country shall declare, at the time of its accession, in which of the said classes it desires to be placed, but it may subsequently declare that it wishes to be placed in another class.

(5) The Swiss Administration shall prepare the budget of the Office, supervise its expenditure, make the necessary advances, and draw up the annual account, which shall be communicated to all the other Administrations.

ARTICLE 24

(1) This Convention may be submitted to revision for the purpose of introducing improvements intended to perfect the system of the Union.

(2) Questions of this kind, as well as those which in other respects concern the development of the Union, shall be considered in Conferences to be held successively in the countries of the Union by delegates of the said countries. The Administration of the country where a Conference is to meet shall, with the assistance of the International Office, prepare the programme of the Conference. The Director of the Office shall attend the sessions of the Conferences, and may take part in the discussions, but without the right to vote.

(3) No alteration in this Convention shall be binding on the Union except by the unanimous consent of the countries composing it.

ARTICLE 25

(1) Countries outside the Union which make provision for the legal protection of the rights forming the

⁽¹⁾ This monetary unit is the gold franc of 100 centimes, weighing 10/31 of a gramme and of a fineness of 0.900.

object of this Convention may accede thereto upon request.

(2) Such accession shall be notified in writing to the Government of the Swiss Confederation, who shall communicate it to all the other countries of the Union.

(3) Such accession shall imply full acceptance of all the clauses and admission to all the advantages provided by this Convention, and shall take effect one month after the date of the notification made by the Government of the Swiss Confederation to the other countries of the Union, unless some later date has been indicated by the acceding country. It may, nevertheless, contain an indication that the acceding country wishes to substitute, provisionally at least, for Article 8, which relates to translations, the provisions of Article 5 of the Convention of 1886 revised at Paris in 1896, on the understanding that those provisions shall apply only to translations into the language or languages of that country.

ARTICLE 26

(1) Any country of the Union may at any time in writing notify the Swiss Government that this Convention shall apply to its overseas territories, colonies, protectorates, territories under its trusteeship, or to any other territory for the international relations of which it is responsible, and the Convention shall thereupon apply to all the territories named in such notification, as from a date determined in accordance with Article 25, paragraph (3). In the absence of such notification, the Convention shall not apply to such territories.

(2) Any country of the Union may at any time in writing notify the Government of the Swiss Confederation that this Convention shall cease to apply to all or any of the territories which have been made the subject of a notification under the preceding paragraph, and the Convention shall cease to apply in the territories named in such notification twelve months after its receipt by the Government of the Swiss Confederation.

(3) All notifications given to the Government of the Swiss Confederation in accordance with the provisions of paragraphs (1) and (2) of this Article shall be communicated by that Government to all the countries of the Union.

ARTICLE 27

(1) This Convention shall replace, in relations between the countries of the Union, the Convention of Berne of the 9th September 1886, and the subsequent revisions thereof. The Instruments previously in force shall continue to be applicable in relations with countries which do not ratify this Convention.

(2) The countries on whose behalf this Convention is signed may retain the benefit of the reservations which they have previously formulated, on condition that they make declaration to that effect at the time of the deposit of their ratifications.

(3) Countries which are at present members of the Union, but on whose behalf this Convention is not signed, may accede to it at any time, in the manner provided for in Article 25. In that event they shall enjoy the benefit of the provisions of the preceding paragraph.

ARTICLE 27-bis

A dispute between two or more countries of the Union concerning the interpretation or application of this Convention, not settled by negotiation, shall be brought before the International Court of Justice for determination by it, unless the countries concerned agree on some other method of settlement. The country requesting that the dispute should be brought before the

Court shall inform the International Office; the Office shall bring the matter to the attention of the other countries of the Union.

ARTICLE 28

(1) This Convention shall be ratified, and the ratifications deposited at Brussels, not later than the 1st July 1951. The ratifications, with the dates thereof and all declarations which may accompany them, shall be communicated by the Belgian Government to the Government of the Swiss Confederation, which shall notify the other countries of the Union thereof.

(2) This Convention shall come into force, between the countries which have ratified it, one month after the 1st July 1951. Nevertheless, if before that date it has been ratified by at least six countries of the Union, it shall come into force between those countries one month after the notification to them by the Government of the Swiss Confederation of the deposit of the sixth ratification and, in the case of countries which ratify thereafter, one month after the notification of each of such ratifications.

(3) Until the 1st July 1951, countries outside the Union may join it by acceding either to the Convention signed at Rome on the 2nd June 1928, or to this Convention. On or after the 1st July 1951, they may accede only to this Convention. The countries of the Union which shall not have ratified this Convention by the 1st July 1951, may accede thereto in accordance with the procedure provided by Article 25. In this event they shall be entitled to the benefit of the provisions of Article 27, paragraph (2).

ARTICLE 29

(1) This Convention shall remain in force for an indefinite period. Nevertheless, each country of the Union shall be entitled to denounce it at any time, by means of a notification in writing addressed to the Government of the Swiss Confederation.

(2) This denunciation, which shall be communicated by the Government of the Swiss Confederation to all the other countries of the Union, shall take effect only in respect of the country making it, and twelve months after the receipt of the notification of denunciation addressed to the Government of the Swiss Confederation. The Convention shall remain in full force and effect for the other countries of the Union.

(3) The right of denunciation provided by this Article shall not be exercised by any country before the expiry of five years from the date of its ratification or accession.

ARTICLE 30

(1) Countries which introduce into their legislation the term of protection of fifty years provided by Article 7, paragraph (1), of this Convention shall give notice thereof in writing to the Government of the Swiss Confederation, which shall immediately communicate it to all the other countries of the Union.

(2) The same procedure shall be followed in the case of countries abandoning the reservations made or maintained by them in accordance with Articles 25 and 27.

ARTICLE 31

The official Acts of the Conferences shall be established in French. An equivalent text shall be established in English. In case of dispute as to the interpretation of the Acts, the French text shall always prevail. Any country or group of countries of the Union shall be entitled to have established by the International Office an authoritative text of the said Acts in the language of its choice, and by arrangement with the

Office. These texts shall be published in the Acts of the Conferences, annexed to the French and English texts.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention.

Done at Brussels, the 26th day of June 1948, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Department of Foreign Affairs and Foreign Trade of Belgium. A copy, duly certified, shall be transmitted by the diplomatic channel to each country of the Union.

For Australia:

(*Ad referendum*)

W. J. Dignam.

For Austria:

Dr. Kurt Frieberger.

For Belgium:

J. Kuypers.

Alb. Guislain.

Coppieters de Gibson.

J. Hamels.

Marcel Walckiers.

P. Recht.

J. Schneider.

C. Dewaersegger.

For Brazil:

Ildefonso Mascarenhas da Silva

For Canada:

Victor Dore.

W. P. J. O'Meara.

For Denmark:

Bent Falkenstjerne.

Torben Lund.

For Spain:

R. Soriano.

For Finland:

Ragnar Numelin.

Y. J. Hakulinen.

For France:

J. de Hauteclocque.

Marcel Plaisant.

Cl. Beguin-Billecocq.

Puget.

Marcel Boutet.

M. Weiss.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Harold Saunders.

B. G. Crewe.

For Greece:

Triantafyllakos.

Michel Mantoudis.

For Hungary:

Z. Viragh.

For India:

R. S. Mani.

For Ireland:

Edward A. Cleary.

For Iceland:

Kristjan Albertson.

For Italy:

Massimo Pilotti.
Antonio Pennetta.

For Lebanon:

J. Harfouche.

For Liechtenstein:

Plinio Bolla.
Hans Morf.
A. Marcionelli.

For Luxembourg:

Pierre Majerus.
De la Fontaine.

For Morocco:

J. de Hauteclouque.
Cl. Beguin-Billecocq.

For Monaco:

M. Loze.

For Norway:

C. F. Smith.

For New Zealand:

Harold Saunders.

For Pakistan:

A. F. M. K. Rahman.

For the Netherlands:

H. C. Bodenhansen.

For Poland:

For Portugal:

Júlio Dantas.
José Galhardo.

For the Holy See:

Louis Picard.
Fernand Van Goethem.
R. Vandeputte.

For Sweden:

Sture Petren.

For Switzerland:

Plinio Bolla.
Hans Morf.
A. Marcionelli.

For Syria:

Chatila.

For Czechoslovakia:

D. Rakšány.
Karel Petrželka.
J. Procházka.

For Tunis:

J. de Hauteclouque.
Cl. Beguin-Billecocq.

For the Union of South Africa:

J. Christie.

For Yugoslavia:

Convenção de Berna para protecção das obras literárias e artísticas, assinada a 9 de Setembro de 1886, completada em Paris a 4 de Maio de 1896, revista em Berlim a 13 de Novembro de 1908, completada em Berna a 20 de Março de 1914, revista em Roma a 2 de Junho de 1928 e revista em Bruxelas a 26 de Junho de 1948 ⁽¹⁾.

A Austrália, a Áustria, a Bélgica, o Brasil, o Canadá, a Checoslováquia, a Dinamarca, a Espanha, a Finlândia, a França, a Grécia, a Hungria, a Índia, a Irlanda, a Islândia, a Itália, a Jugoslávia, o Líbano, o Liechtenstein, o Luxemburgo, Marrocos, Mónaco, a Noruega, a Nova Zelândia, os Países Baixos, o Paquistão, a Polónia, Portugal, o Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte, a Santa Sé, a Síria, a Suécia, a Suíça, a Tunísia e a União Sul-Africana,

Igualmente animados do propósito de proteger de maneira quanto possível eficaz e uniforme os direitos dos autores sobre as respectivas obras literárias e artísticas, Resolveram rever e completar o Acto assinado em Berna a 9 de Setembro de 1886, completado em Paris a 4 de Maio de 1896, revisto em Berlim a 13 de Novembro de 1908, completado em Berna a 20 de Março de 1914 e revisto em Roma a 2 de Junho de 1928.

Por consequência, os Plenipotenciários abaixo assinados, depois da apresentação dos seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, acordaram no seguinte:

ARTIGO 1.º

Os países a que se aplica a presente Convenção constituem-se em União para a protecção dos direitos dos autores sobre as suas obras literárias e artísticas.

ARTIGO 2.º

(1) A designação de «obras literárias e artísticas» abrange todas as produções no domínio literário, científico e artístico, qualquer que seja o modo ou a forma de expressão, tais como os livros, brochuras e outras escritos; as conferências, aloquções, sermões e outras obras da mesma natureza; as obras dramáticas ou dramático-musicais; as obras coreográficas e as pantomimas, cuja execução cénica se fixa por escrito ou de qualquer outra maneira; as composições musicais, com ou sem palavras; as obras cinematográficas e as produzidas por qualquer processo análogo ao da cinematografia; as obras de desenho, de pintura, de arquitectura, de escultura, de gravura e de litografia; as obras fotográficas e as produzidas por qualquer processo análogo ao da fotografia; as obras de arte aplicada; as ilustrações e as cartas geográficas; os projectos, esboços

(1) Conformément à l'article 31 de la Convention de Berne révisée par la Conférence de Bruxelles le 26 Juin 1948, le Gouvernement Portugais a établi, en accord avec le Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, le texte autorisé en langue portugaise qui est ici publié et qui figurera également dans le volume où seront recueillis les documents de la Conférence susmentionnée.

e obras plásticas respeitantes à geografia, à topografia, à arquitectura ou às ciências.

(2) São protegidas como obras originais, sem prejuízo dos direitos do autor da obra original, as traduções, adaptações, arranjos musicais e outras transformações de qualquer obra literária ou artística. Os Países da União reservam-se, entretanto, a faculdade de determinar, nas legislações nacionais, a protecção a conceder às traduções dos textos oficiais de carácter legislativo, administrativo e judiciário.

(3) As compilações de obras literárias ou artísticas, tais como enciclopédias e antologias, que, pela escolha ou disposição das matérias, constituem criações intelectuais são como tais protegidas, sem prejuízo dos direitos dos autores sobre cada uma das obras que fazem parte dessas compilações.

(4) As obras acima designadas gozam de protecção em todos os Países unionistas. A protecção exerce-se em benefício dos autores e dos seus herdeiros e legítimos representantes.

(5) Os Países da União reservam-se a faculdade de determinar, nas legislações nacionais, o âmbito de aplicação dos preceitos referentes às obras de arte aplicada e aos desenhos e modelos industriais, assim como as condições de protecção de tais obras, desenhos e modelos.

Para as obras protegidas exclusivamente como desenhos e modelos no País de origem não pode ser reclamada, nos outros Países unionistas, senão a protecção concedida aos desenhos e modelos nestes Países.

ARTIGO 2.º-bis

(1) Os Países da União reservam-se, nas suas legislações, a faculdade de excluir parcial ou totalmente da protecção prevista no artigo anterior os discursos políticos e os pronunciados nos debates judiciários.

(2) Os Países da União reservam-se igualmente a faculdade de estabelecer nas suas leis internas as condições em que as conferências, alocuções, sermões e outras obras da mesma natureza poderão ser reproduzidas pela imprensa.

(3) Todavia, só o autor terá o direito de reunir em colecção as suas obras pertencentes às categorias mencionadas nas alíneas anteriores.

ARTIGO 3.º (Suprimido)

ARTIGO 4.º

(1) Os autores pertencentes a qualquer dos Países da União gozam, nos outros países, exceptuado o de origem da obra, quanto às suas obras, quer não publicadas, quer publicadas pela primeira vez num País da União, dos direitos que as leis respectivas concedem actualmente ou concederão de futuro aos nacionais, assim como dos direitos especialmente conferidos pela presente Convenção.

(2) O gozo e o exercício destes direitos não estão subordinados a qualquer formalidade; esse gozo e esse exercício são independentes da existência da protecção no País de origem das obras. Nestes termos, fora das estipulações do presente instrumento, a extensão da protecção e os meios processuais garantidos ao autor para salvaguardar os seus direitos regulam-se exclusivamente pela legislação do País onde a protecção é reclamada.

(3) Considera-se País de origem da obra: quanto às obras publicadas, o País da primeira publicação, mesmo quando se trate de obras publicadas simultaneamente em vários Países unionistas que concedam o mesmo prazo de protecção; quanto às obras publicadas simultaneamente em vários Países da União que concedam prazos de protecção diferentes, aquele, de entre eles, cuja lei conceda prazo de protecção menos extenso;

quanto às obras publicadas simultaneamente num País estrangeiro à União e num País da União, é apenas este último que se considera País de origem.

Considera-se publicada simultaneamente em vários Países toda e qualquer obra publicada em dois ou mais Países dentro de trinta dias a contar da sua primeira publicação.

(4) Por «obras publicadas», para os efeitos dos artigos 4.º, 5.º e 6.º, deve entender-se as obras editadas, seja qual for o modo de fabricação dos exemplares, os quais devem ser postos em quantidade suficiente à disposição do público. Não constituem publicação: a representação de obras dramáticas, dramático-musicais ou cinematográficas; a execução de obras musicais; a recitação pública de obras literárias; a transmissão ou a radiodifusão de obras literárias ou artísticas; a exposição de obras de arte e a construção de obras de arquitectura.

(5) Considera-se País de origem, quanto às obras não publicadas, aquele a que pertence o autor. Todavia, considera-se País de origem, quanto às obras de arquitectura ou de artes gráficas e plásticas incorporadas num imóvel, o País da União onde tais obras foram edificadas ou incorporadas numa construção.

ARTIGO 5.º

Os autores pertencentes a qualquer dos Países da União que publicam pela primeira vez as suas obras em outro País unionista têm, neste último País, os mesmos direitos dos autores nacionais.

ARTIGO 6.º

(1) Os autores não pertencentes a qualquer dos Países da União que publicam pela primeira vez as suas obras em qualquer destes Países gozam, nesse País, dos mesmos direitos dos autores nacionais e, nos outros Países unionistas, dos direitos concedidos pela presente Convenção.

(2) Quando, porém, qualquer País estrangeiro à União não protege de maneira suficiente as obras dos autores pertencentes a qualquer dos Países da União, este último País poderá restringir a protecção das obras cujos autores pertencem, à data da primeira publicação dessas obras, ao outro País e não estão efectivamente domiciliados em qualquer País unionista. Se o País da primeira publicação exercer esta faculdade, os outros Países da União não serão obrigados a conceder às obras submetidas a este regime especial uma protecção mais ampla do que aquela que lhes é concedida no País da primeira publicação.

(3) Nenhuma restrição, determinada por força da alínea precedente, deverá prejudicar os direitos que o autor tenha adquirido sobre qualquer obra sua publicada em País unionista antes de entrar em vigor essa restrição.

(4) Os Países unionistas que, nos termos do presente artigo, restrinjam a protecção dos direitos dos autores notificá-lo-ão ao Governo da Confederação Suíça, mediante declaração, escrita em que se indiquem os Países em relação aos quais a protecção se restringe, bem como as restrições a que os direitos dos autores pertencentes a esses Países ficam sujeitos. O Governo da Confederação Suíça comunicará imediatamente o facto a todos os Países da União.

ARTIGO 6.º-bis

(1) Independentemente dos direitos patrimoniais de autor, e mesmo depois da cessão dos citados direitos, o autor conserva durante toda a vida o direito de reivindicar a paternidade da obra e de se opor a toda e qualquer deformação, mutilação ou outra modificação da mesma obra, ou a quaisquer outros actos que a atin-

jam e que o possam prejudicar na sua honra ou reputação.

(2) Na medida em que a legislação nacional dos Países da União o permite, os direitos reconhecidos ao autor por força da alínea antecedente mantêm-se, depois da sua morte, pelo menos até à extinção, dos direitos patrimoniais, e são exercidos pelas pessoas físicas ou morais a que a citada legislação reconhece qualidade para tal.

Os Países da União reservam-se a faculdade de determinar nas suas leis internas as condições de exercício dos direitos constantes da presente alínea.

(3) Os meios processuais destinados a salvaguardar os direitos reconhecidos no presente artigo regulam-se pela legislação do País onde é reclamada a protecção.

ARTIGO 7.º

(1) A duração da protecção concedida pela presente Convenção compreende a vida do autor e cinquenta anos depois da sua morte.

(2) Todavia, no caso de um ou mais Países da União concederem durações superiores à prevista na alínea (1), a duração determinar-se-á pela lei do País onde a protecção for reclamada, mas não poderá exceder a duração fixada no País de origem da obra.

(3) Para as obras cinematográficas, para as fotográficas, bem como para as obtidas por qualquer processo análogo ao da cinematografia ou da fotografia, e para as obras de arte aplicada a duração da protecção determina-se pela lei do País onde a protecção é reclamada, sem que tal duração possa exceder a fixada no País de origem da obra.

(4) Para as obras anónimas ou pseudónimas a duração da protecção fixa-se em cinquenta anos, a contar da publicação respectiva. No entanto, quando o pseudónimo adoptado pelo autor não deixa qualquer dúvida acerca da sua identidade, a duração da protecção é a prevista na alínea (1).

Se o autor de qualquer obra anónima ou pseudónima revela a sua identidade durante o período acima indicado, o prazo de protecção aplicável é o previsto na alínea (1).

(5) Para as obras póstumas, que não entram nas categorias de obras reguladas nas alíneas (3) e (4) do presente artigo, a duração da protecção a favor dos herdeiros ou dos outros detentores dos direitos de autor finda cinquenta anos depois da morte do mesmo.

(6) O prazo de protecção para além da morte do autor e os prazos previstos nas alíneas (3), (4) e (5) do presente artigo começam a correr a partir da morte ou da publicação; mas a duração desses prazos não se conta senão desde o dia primeiro de Janeiro do ano seguinte àquele em que ocorreu o facto que marca o início dos citados prazos.

ARTIGO 7.º-bis

A duração do direito de autor pertencente em comum aos colaboradores numa obra conta-se a partir da data da morte do último colaborador sobrevivente.

ARTIGO 8.º

Os autores de obras literárias e artísticas protegidos pela presente Convenção gozam, durante toda a vigência dos seus direitos sobre as suas obras originais, do direito exclusivo de fazer ou de autorizar a tradução das mesmas obras.

ARTIGO 9.º

(1) Os romances-folhetins, as novelas e todas as outras obras, quer literárias, quer científicas, quer artísticas, quaisquer que sejam os seus assuntos e os fins a que se destinem, publicados em jornais ou colecções

periódicas em qualquer dos Países da União, não podem ser reproduzidos nos outros Países sem o consentimento dos autores.

(2) Os artigos de actualidade de discussão económica, política ou religiosa podem ser reproduzidos pela Imprensa se a reprodução não estiver expressamente reservada. A origem, porém, deve sempre indicar-se claramente; as consequências da infracção destes preceitos determinam-se pela legislação do País onde a protecção é reclamada.

(3) A protecção da presente Convenção não se aplica às notícias do dia nem aos relatos de acontecimentos diversos que tenham o carácter de simples informações de Imprensa.

ARTIGO 10.º

(1) Em todos os Países da União são lícitas as citações curtas de artigos de jornais e de colecções periódicas, ainda que revistam a forma de resumos de Imprensa.

(2) Os Países da União reservam-se a faculdade de regular, nas suas legislações nacionais e nos acordos particulares já celebrados ou a celebrar entre si, as condições em que podem fazer-se licitamente, e na medida justificada pelo fim a atingir, transcrições de obras literárias ou artísticas em publicações destinadas ao ensino, ou que tenham carácter científico, ou em crestomatias.

(3) As citações e as transcrições serão acompanhadas pela menção da origem e do nome do autor, se este nome figurar na origem.

ARTIGO 10.º-bis

Os Países da União reservam-se a faculdade de regular nas suas leis internas as condições em que pode proceder-se à gravação, à reprodução e à apresentação pública, por meio da fotografia, da cinematografia ou da radiodifusão, de curtos fragmentos de obras literárias ou artísticas, incluídos ocasionalmente em relatos de acontecimentos de actualidade.

ARTIGO 11.º

(1) Os autores de obras dramáticas, dramático-musicais e musicais gozam do direito exclusivo de autorizar:

1.º A representação e a execução públicas das suas obras;

2.º A transmissão pública por todos os meios da representação e da execução das suas obras.

Os Países da União reservam-se, no entanto, a faculdade de aplicar as disposições dos artigos 11.º-bis e 13.º

(2) Os mesmos direitos são concedidos aos autores de obras dramáticas ou dramático-musicais, por toda a duração dos seus direitos sobre a obra original, no que respeita à tradução das suas obras.

(3) Para gozar da protecção do presente artigo, os autores, ao publicar as suas obras, não são obrigados a proibir a sua representação ou execução pública.

ARTIGO 11.º-bis

(1) Os autores de obras literárias e artísticas gozam do direito exclusivo de autorizar:

1.º A radiodifusão das suas obras ou a comunicação pública dessas obras por qualquer outro meio que sirva para difundir sem fios os sinais, os sons ou as imagens;

2.º Qualquer comunicação pública, quer por fios, quer sem fios, da obra radiodifundida, quando essa comunicação é feita por outro organismo que não o da origem;

3.º A comunicação pública, por alto-falante ou por qualquer outro instrumento análogo transmissor de sinais, de sons ou de imagens, da obra radiodifundida.

(2) Compete às legislações dos Países da União regular as condições de exercício dos direitos constantes da alínea (1) do presente artigo, mas tais condições terão apenas efeito estritamente limitado ao País que

as estabeleça. As mesmas não poderão, em caso algum, afectar o direito moral do autor, nem o direito que lhe pertence de receber remuneração equitativa, fixada, na falta de acordo amigável, pela autoridade competente.

(3) Salvo estipulação contrária, as autorizações concedidas nos termos da alínea (1) do presente artigo não implicam autorizações de gravar, por meio de instrumentos que fixem os sons ou as imagens, as obras radio-difundidas.

Os Países da União reservam-se, porém, a faculdade de determinar nas respectivas legislações o regime das gravações efémeras efectuadas por qualquer organismo de radiodifusão pelos seus próprios meios e para as suas emissões. Essas legislações poderão autorizar a conservação de tais gravações em arquivos oficiais, atendendo ao seu carácter excepcional de documentação.

ARTIGO 11.º-ter

Os autores de obras literárias gozam do direito exclusivo de autorizar a recitação pública das mesmas obras.

ARTIGO 12.º

Os autores de obras literárias, científicas ou artísticas gozam do direito exclusivo de autorizar as adaptações, arranjos e outras transformações das mesmas obras.

ARTIGO 13.º

(1) Os autores de obras musicais gozam do direito exclusivo de autorizar:

1.º A gravação destas obras por instrumentos que sirvam para as reproduzir mecânicamente;

2.º A execução pública, por meio de tais instrumentos, das obras assim gravadas.

(2) Poderão ser formuladas reservas e estabelecidas condições, relativas ao exercício dos direitos reconhecidos na alínea antecedente, pela legislação de cada País unionista, no que lhe disser respeito; mas quaisquer reservas e condições desta natureza terão apenas efeito estritamente limitado ao País que as formule e estabeleça e não poderão em caso algum afectar o direito que pertence ao autor de receber remuneração equitativa fixada, na falta de acordo amigável, pela autoridade competente.

(3) A disposição da alínea (1) do presente artigo não tem efeito retroactivo, e portanto não é aplicável em qualquer País da União às obras que nesse País tenham sido adaptadas licitamente a instrumentos mecânicos antes de entrar em vigor a Convenção assinada em Berlim a 13 de Novembro de 1908 nem, tratando-se de um País que tenha aderido à União depois dessa data ou que nela venha a ingressar de futuro, antes da data da sua adesão.

(4) As gravações feitas nos termos das alíneas (2) e (3) do presente artigo e importadas, sem autorização das partes interessadas, num País onde não sejam lícitas, poderão ser ali apreendidas.

ARTIGO 14.º

(1) Os autores de obras literárias, científicas ou artísticas têm o direito exclusivo de autorizar:

1.º A adaptação e a reprodução cinematográficas dessas obras e a distribuição das obras assim adaptadas, ou reproduzidas;

2.º A representação pública e a execução pública das obras assim adaptadas ou reproduzidas.

(2) Sem prejuízo dos direitos do autor da obra adaptada ou reproduzida, a obra cinematográfica é protegida como obra original.

(3) A adaptação, por qualquer outra forma artística, das realizações cinematográficas extraídas de obras lite-

rárias, científicas ou artísticas fica submetida, sem prejuízo da autorização dos seus autores, à autorização do autor da obra original.

(4) As adaptações cinematográficas de obras literárias, científicas ou artísticas não estão submetidas às reservas e condições previstas pelo artigo 13.º, alínea (2).

(5) As disposições precedentes aplicam-se à reprodução ou produção obtidas por qualquer outro processo análogo ao da cinematografia.

ARTIGO 14.º-bis

(1) Quanto às obras de arte originais e aos manuscritos originais dos escritores e compositores, o autor — ou, depois da sua morte, as pessoas físicas ou morais para tal qualificadas pela legislação nacional — goza do direito inalienável de ser interessado nas operações de venda de que a obra é objecto depois da primeira transmissão efectuada pelo autor.

(2) A protecção prevista na alínea anterior só é exigível em cada País unionista se a legislação do País a que pertence o autor admite essa protecção e na medida em que o permite a legislação do País onde tal protecção é reclamada.

(3) As modalidades e os montantes da participação são determinados em cada legislação nacional.

ARTIGO 15.º

(1) Para que os autores das obras literárias e artísticas protegidas pela presente Convenção sejam, até prova em contrário, considerados como tais e admitidos por consequência, perante os tribunais dos Países da União, a proceder judicialmente contra os contrafactores, basta que os seus nomes venham indicados nas obras pela forma usual. A presente alínea é aplicável mesmo quando os nomes são pseudónimos, desde que os pseudónimos adoptados não deixem quaisquer dúvidas acerca da identidade dos autores.

(2) Quanto às obras anónimas e às pseudónimas que não sejam as mencionadas na alínea anterior, os editores cujos nomes vêm indicados nas obras são, sem necessidade de outras provas, considerados representantes dos autores; nesta qualidade são partes legítimas para salvaguardar e fazer valer os direitos destes. A disposição da presente alínea deixa de aplicar-se quando os autores revelam a sua identidade e justificam a sua qualidade.

ARTIGO 16.º

(1) Toda e qualquer obra contrafeita pode ser apreendida pelas autoridades competentes dos Países da União onde a obra original tem direito à protecção legal.

(2) Nestes Países a apreensão pode também efectuar-se sobre as reproduções provenientes de qualquer País onde a obra não seja protegida ou tenha deixado de o ser.

(3) A apreensão efectua-se de harmonia com a legislação interna de cada País.

ARTIGO 17.º

As disposições da presente Convenção não podem afectar, seja no que for, o direito que tem o Governo de qualquer dos Países da União de permitir, vigiar ou proibir, por medidas legais ou de polícia interna, a circulação, a representação ou a exposição de qualquer obra ou produção a respeito da qual a autoridade competente julgue necessário exercer esse direito.

ARTIGO 18.º

(1) A presente Convenção aplica-se a todas as obras que, na data da entrada em vigor deste instrumento,

não caíram ainda no domínio público dos seus Países de origem por ter expirado o prazo de protecção.

(2) Todavia, se uma obra, por ter expirado o prazo de protecção que lhe era anteriormente reconhecido, caiu no domínio público no País onde a protecção é reclamada, não voltará a ser ali protegida.

(3) A aplicação deste princípio efectuar-se-á de acordo com as estipulações contidas nas convenções especiais já celebradas ou a celebrar para este efeito entre Países da União. Na falta de semelhantes estipulações os países respectivos regularão, cada qual no que lhe disser respeito, as modalidades relativas a esta aplicação.

(4) As disposições precedentes aplicam-se igualmente no caso de novas adesões à União e quando a protecção for ampliada pela aplicação do artigo 7.º ou por abandono de reservas.

ARTIGO 19.º

As disposições da presente Convenção não impedem que se reivindique a aplicação de disposições mais amplas que venham a ser promulgadas na legislação de qualquer País unionista.

ARTIGO 20.º

Os Governos dos Países da União reservam-se o direito de celebrar entre si acordos particulares, desde que tais acordos concedam aos autores direitos mais extensos do que aqueles que lhes confere a Convenção ou contenham estipulações diferentes, mas que não sejam contrárias à mesma. As disposições dos acordos existentes que correspondam às condições acima indicadas continuam em vigor.

ARTIGO 21.º

(1) É mantida a Secretaria Internacional instituída sob a denominação de «Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques».

(2) Esta Secretaria está colocada sob o alto patrocínio do Governo da Confederação Suíça, o qual regula a sua organização e fiscaliza o seu funcionamento.

(3) A língua oficial da Secretaria é a francesa.

ARTIGO 22.º

(1) A Secretaria Internacional centraliza as informações de qualquer natureza relativas à protecção dos direitos dos autores sobre as suas obras literárias e artísticas. Coordena-as e publica-as. Procede aos estudos de utilidade comum que interessam à União e redige, com o auxílio dos documentos postos à sua disposição pelas diversas Administrações, uma publicação periódica, em língua francesa, que versa os assuntos referentes aos objectivos da União. Os Governos dos Países unionistas reservam-se a faculdade de autorizar, de comum acordo, a Secretaria a publicar outra edição em uma ou mais línguas, se a experiência demonstrar a necessidade de tal edição.

(2) A Secretaria Internacional deve estar sempre à disposição dos membros da União para lhes fornecer, acerca dos assuntos relativos à protecção das obras literárias e artísticas, as informações especiais de que eles porventura careçam.

(3) O director da Secretaria Internacional elabora, quanto à sua gerência, um relatório anual, que é enviado a todos os membros da União.

ARTIGO 23.º

(1) As despesas da Secretaria da União Internacional são custeadas em comum pelos Países unionistas.

Até nova resolução não poderão exceder cento e vinte mil francos-ouro por ano ⁽¹⁾. Esta importância poderá ser aumentada, se for preciso, por decisão unânime dos Países da União ou de qualquer das Conferências previstas no artigo 24.º

(2) A fim de determinar a contribuição de cada País para a soma total das despesas, os Países unionistas e aqueles que aderirem ulteriormente à União são agrupados em seis classes, contribuindo cada uma na proporção de certo número de unidades, a saber:

	Unidades
1.ª classe	25
2.ª classe	20
3.ª classe	15
4.ª classe	10
5.ª classe	5
6.ª classe	3

(3) Estes coeficientes multiplicam-se pelo número de Países de cada classe e a soma dos produtos assim obtidos determina o número de unidades pelo qual a despesa total deve ser dividida. O quociente dá o valor da unidade de despesa.

(4) Cada País declarará, no momento da sua adesão, em qual das mencionadas classes deseja ser incluído, mas poderá sempre declarar ulteriormente que pretende transitar para outra classe.

(5) A Administração suíça prepara o orçamento da Secretaria, fiscaliza as respectivas despesas, faz os abonos necessários e estabelece a conta anual, que será comunicada a todas as outras Administrações.

ARTIGO 24.º

(1) A presente Convenção pode ser submetida a revisões, com o fim de nela se introduzirem melhoramentos que possam aperfeiçoar o sistema da União.

(2) Os assuntos desta natureza, assim como aqueles que interessam sob outros aspectos ao desenvolvimento da União, são tratados em Conferências, que se efectuarão sucessivamente nos vários Países unionistas entre os delegados desses Países. A Administração do País em que deva realizar-se uma dessas Conferências prepara, com o concurso da Secretaria Internacional, os respectivos trabalhos. O director da Secretaria assiste às sessões das Conferências e toma parte nas discussões, sem voto deliberativo.

(3) Nenhuma alteração na presente Convenção é válida para a União, a não ser mediante o consenso unânime dos Países que a compõem.

ARTIGO 25.º

(1) Os Países estrangeiros à União e que asseguram a protecção legal dos direitos que constituem o objecto da presente Convenção podem aderir a ela, desde que a solicitem.

(2) Esta adesão será notificada por escrito ao Governo da Confederação Suíça e por este a todos os outros.

(3) A mesma adesão implicará, de pleno direito, a aceitação de todas as cláusulas e a admissão a todas as vantagens estipuladas na presente Convenção e produzirá os seus efeitos um mês depois da remessa da notificação feita pelo Governo da Confederação Suíça aos outros Países unionistas, a menos que data ulterior não

(1) Esta unidade monetária é o franco-ouro de 100 cêntimos, com o peso de $\frac{10}{31}$ avos de grama e o toque de 0,900.

tenha sido indicada pelo País aderente. Todavia, poderá conter a indicação de que o País aderente deseja substituir, pelo menos a título provisório, o artigo 8.º, no que diz respeito a traduções, pelas disposições do artigo 5.º da Convenção de Berna de 1886, revista em Paris em 1896, ficando bem entendido que estas disposições não respeitam senão a tradução na língua ou línguas do País.

ARTIGO 26.º

(1) Qualquer País da União pode, a todo o tempo, notificar por escrito ao Governo da Confederação Suíça que a presente Convenção é aplicável aos seus territórios ultramarinos, colónias, protectorados, territórios sob tutela ou a qualquer outro território cujas relações internacionais estejam a seu cargo e a Convenção aplicar-se-á nesse caso a todos os territórios designados na notificação a partir de uma data fixada nos termos do artigo 25.º, alínea (3). Na falta dessa notificação, a Convenção não se aplicará a esses territórios.

(2) Qualquer País da União pode, a todo o tempo, notificar por escrito ao Governo da Confederação Suíça que a presente Convenção deixa de ser aplicável a todos ou a parte dos territórios que tenham constituído o objecto da notificação prevista na alínea antecedente; e a Convenção deixará de se aplicar nos territórios designados nesta notificação doze meses depois de recebida a notificação dirigida ao Governo da Confederação Suíça.

(3) Todas as notificações dirigidas ao Governo da Confederação Suíça, de acordo com as disposições das alíneas (1) e (2) do presente artigo, serão comunicadas por esse Governo a todos os Países da União.

ARTIGO 27.º

(1) A presente Convenção substituirá, nas relações entre os Países da União, a Convenção de Berna de 9 de Setembro de 1886 e os actos das suas sucessivas revisões. Os actos anteriormente vigentes conservar-se-ão em vigor nas relações com os Países que não ratificarem a presente Convenção.

(2) Os Países em nome dos quais a presente Convenção for assinada poderão ainda conservar o benefício das reservas que anteriormente formularam, desde que façam a respectiva declaração no acto da apresentação da ratificação deste instrumento.

(3) Os Países que fazem actualmente parte da União, em cujo nome a presente Convenção não tenha sido assinada, poderão em qualquer altura dar-lhe a sua adesão na forma prevista pelo artigo 25.º Neste caso poderão beneficiar das disposições da alínea precedente.

ARTIGO 27.º-bis

Todos os litígios entre dois ou mais Países unionistas que digam respeito à interpretação ou à aplicação do presente instrumento e que não sejam solucionados por via de negociações serão submetidos ao Tribunal Internacional de Justiça, para este se pronunciar sobre eles, salvo se os Países em causa acordarem em qualquer outra forma de solução.

A Secretaria Internacional será informada pelo País demandante acerca do litígio submetido ao Tribunal; a mesma Secretaria dará conhecimento do caso aos restantes Países da União.

ARTIGO 28.º

(1) A presente Convenção será ratificada e as suas ratificações depositadas em Bruxelas o mais tardar até 1 de Julho de 1951.

Estas ratificações, com as respectivas datas e todas as declarações que eventualmente possam acompanhá-las, serão comunicadas pelo Governo Belga ao Governo da Confederação Suíça, que por seu turno as notificará aos restantes Países da União.

(2) A presente Convenção entrará em vigor, entre os Países da União que a tiverem ratificado, um mês depois daquela data. Todavia, se, antes da mesma data, o presente instrumento tiver sido ratificado por seis Países da União, pelo menos, começará a vigorar entre esses Países um mês depois de a entrega da sexta ratificação lhes ter sido notificada pelo Governo da Confederação Suíça; e, em relação aos Países da União que a ratificarem mais tarde, um mês depois da notificação de cada uma destas ratificações.

(3) Os Países estrangeiros à União poderão até 1 de Julho de 1951 ingressar na União, aderindo, quer à Convenção assinada em Roma a 2 de Junho de 1928, quer à presente Convenção. A partir de 1 de Julho de 1951 só poderão aderir à presente Convenção. Os Países da União que a não tiverem ratificado até 1 de Julho de 1951 poderão aderir, nos termos do artigo 25.º, e beneficiar, nesse caso, das disposições do artigo 27.º, alínea (2).

ARTIGO 29.º

(1) A presente Convenção manter-se-á em vigor por tempo indeterminado. Qualquer País da União terá, no entanto, a faculdade de denunciar a todo o tempo, por meio de notificação escrita e dirigida ao Governo da Confederação Suíça.

(2) Esta denúncia, que será comunicada por este Governo a todos os restantes Países da União, não produzirá efeito senão com referência ao País que a tenha apresentado e somente doze meses depois de recebida a notificação da denúncia dirigida ao Governo da Confederação Suíça, continuando a Convenção em vigor relativamente aos outros Países da União.

(3) O direito à denúncia, previsto no presente artigo, não poderá ser exercido por qualquer País antes de expirado o prazo de cinco anos, a contar da data em que esse País tenha ratificado a Convenção ou aderido à União.

ARTIGO 30.º

(1) Os Países que introduzirem nas suas legislações a duração de protecção de cinquenta anos, prevista pelo artigo 7.º, alínea (1), da presente Convenção, darão conhecimento desse facto ao Governo da Confederação Suíça, mediante notificação escrita, que será desde logo comunicada por este Governo a todos os outros Países da União.

(2) Deverá ser idêntico o procedimento dos Países que renunciarem às reservas por eles feitas ou mantidas nos termos dos artigos 25.º e 27.º

ARTIGO 31.º

Os actos oficiais das Conferências serão elaborados em francês.

Um texto equivalente será redigido em inglês.

Em caso de divergência quanto à interpretação dos actos, fará sempre fé o texto francês.

Qualquer País ou Grupo de Países da União poderá fazer elaborar pela Secretaria Internacional, e de acordo com a mesma Secretaria, um texto com autoridade dos citados actos na língua da sua escolha. Estes textos serão publicados nos actos das Conferências, juntamente com os textos francês e inglês.

Em fé do que os plenipotenciários abaixo assinados firmaram a presente Convenção.

Feita em Bruxelas, aos 26 de Junho de 1948, num só exemplar, que será depositado nos arquivos do Mi-

nistério dos Negócios Estrangeiros e do Comércio Exterior da Bélgica.

Pela Austrália:

(Ad referendum).

W. J. Dignam.

Pela Áustria:

Dr. Kurt Frieberger.

Pela Bélgica:

*J. Kuypers.
Alb. Guislain.
Coppieters de Gibson.
J. Hamels.
Marcel Walckiers.
P. Recht.
J. Schneider.
C. Dewaersegger.*

Pelo Brasil:

Ildefonso Mascarenhas da Silva.

Pelo Canadá:

*Victor Dore.
W. P. J. O'Meara.*

Pela Dinamarca:

*Bent Falkenstjerne.
Torben Lund.*

Pela Espanha:

R. Soriano.

Pela Finlândia:

*Ragnar Numelin.
Y. J. Hakulinen.*

Pela França:

*J. de Hauteclocque.
Marcel Plaisant.
Cl. Béguin-Billecocq.
Puget.
Marcel Boutet.
M. Weiss.*

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte:

*Harold Saunders.
B. G. Crewe.*

Pela Grécia:

*Triantafyllakos.
Michel Mantoudis.*

Pela Hungria:

Z. Viragh.

Pela Índia:

R. S. Mani.

Pela Irlanda:

Edward A. Cleary.

Pela Islândia:

Kristjan Albertson.

Pela Itália:

*Massino Pilotti.
Antonio Pennetta.*

Pelo Líbano:

J. Harfouche.

Pelo Liechtenstein:

*Plinio Bolla.
Hans Morf.
A. Marcionelli.*

Pelo Luxemburgo:

*Pierre Majerus.
De la Fontaine.*

Por Marrocos:

*J. de Hauteclocque.
Cl. Béguin-Billecocq.*

Pelo Mónaco:

M. Loze.

Pela Noruega:

C. F. Smith.

Pela Nova Zelândia:

Harold Saunders.

Pelo Paquistão:

A. F. M. K. Rahman.

Pelos Países Baixos:

H. C. Bodenhausen.

Pela Polónia:

Por Portugal:

*Júlio Dantas.
José Galhardo*

Pela Santa Sé:

*Louis Picard.
Fernand Van Goethem.
R. Vandeputte.*

Pela Suécia:

Sture Petren.

Pela Suíça:

*Plinio Bolla.
Hans Morf.
A. Marcionelli.*

Pela Síria:

Chatila.

Pela Checoslováquia:

*D. Rakšány.
Karel Petrželka.
J. Procházka.*

Pela Tunísia:

*J. de Hauteclocque.
Cl. Béguin-Billecocq.*

Pela União Sul-Africana:

J. Christie.

Pela Jugoslávia:

Uma cópia, devidamente autenticada, será remetida por via diplomática a cada País da União.

Aprovada em sessão da Comissão encarregada de rever a legislação portuguesa sobre direitos de autor.

14 de Setembro de 1948. — JÚLIO DANTAS.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 16 de Junho de 1951. — ANTÓNIO DE OLIVEIRA SALAZAR — *João Pinto da Costa Leite — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira — Artur Águedo de Oliveira — Adolfo do Amaral Abranches Pinto — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich — Manuel Maria Sarmiento Rodrigues — Fernando Andrade Pires de Lima — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — José Soares da Fonseca.*

MINISTÉRIO DO ULTRAMAR

Direcção-Geral de Administração Política e Civil

Decreto n.º 38:305

Sendo necessário e urgente adoptar algumas providências que transitòriamente regulem a execução dos novos preceitos constitucionais no ultramar;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 150.º da Constituição, o Ministro do Ultramar decreta e eu promulgo, nos termos do § 2.º do seu artigo 80.º, o seguinte:

Artigo 1.º A lei de revisão constitucional, n.º 2:048, de 11 de Junho de 1951, entrará imediatamente em vigor em todas as províncias ultramarinas, devendo ser publicada nos respectivos *Boletins Officiais*.

Art. 2.º A competência legislativa dos governos das províncias ultramarinas, baseada no preceito do artigo 151.º da Constituição, será exercida observando-se provisòriamente nos diplomas legislativos o formulário seguinte:

Diploma Legislativo n.º ...

(Preâmbulo).

Usando da competência atribuída pelo artigo 151.º da Constituição, conforme o voto do Conselho de Governo, o governador-geral do Estado da Índia (ou o governador-geral de Angola ou de Moçambique ou o governador de ... ou o encarregado do governo de ...) determina o seguinte:

(Parte dispositiva).

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Residência do Governo ...

(Fecha com a indicação do cargo e a assinatura).

Art. 3.º Na expedição de portarias dos governos ultramarinos usarão os governadores a fórmula seguinte:

Portaria n.º ...

(Preâmbulo).

No uso da competência atribuída pelo artigo 155.º da Constituição, o governador de ... manda:

(Parte dispositiva).

Cumpra-se.

Residência do Governo ...

(Fecha com a indicação do cargo e assinatura).

Art. 4.º Nas províncias ultramarinas o *Boletim Oficial* tomará a designação: «*Boletim Oficial de ... (Angola, Moçambique, ...)*», salvo no Estado da Índia, onde subsistirá a designação actual.

Art. 5.º Nas províncias ultramarinas de Angola e Moçambique manter-se-á transitòriamente em vigor a actual organização administrativa e os governadores-gerais denominar-se-ão respectivamente governador-geral de Angola e governador-geral de Moçambique. Nas restantes províncias ultramarinas o governador tomará a designação do respectivo território (governador de ...).

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 16 de Junho de 1951. — ANTÓNIO DE OLIVEIRA SALAZAR — *Manuel Maria Sarmiento Rodrigues.*

Para ser publicado no *Boletim Oficial* de todas as províncias ultramarinas. — *M. M. Sarmiento Rodrigues.*